Cahier de doléances du Tiers État du Mesnil-Saint-Denis (Yvelines)

Cahier des plaintes et doléances des habitants de la paroisse du Mesnil-Saint-Denis.

Cette paroisse est située à 4 lieues de Versailles, composée de cent quarante feux en plusieurs hameaux écartés, habités par plusieurs habitants, dont les trois quarts sont des journaliers et bûcherons.

Ce territoire est composé d'environ 1500 arpents dont 1200 environ en labour, et le reste en remises, friches, chemins et emplacements des maisons. La mesure du territoire est de 18 pieds pour perche et 100 perches pour arpent.

Cette plaine est d'un terrain très-modique, entouré de forêts de trois côtés ; dans le cœur de ladite plaine existent quantité de remises de différentes grandeurs, plantées en bois, entourées de fossés, sur lesquels on a planté des haies d'épines servant de retraites à toutes sortes de gibier.

L'on demande que toutes ces remises soient supprimées. La quantité de gibier de toute espèce cause un dommage considérable à la récolte, depuis les semailles jusqu'au temps de la moisson, particulièrement le lapin qui doit être détruit en totalité, et les autres espèces réduites à une quantité très-modique, pour ne point être préjudiciables aux récoltes.

Les pigeons, qui sont si abondants, causent un dommage très-considérable, tant aux semailles qu'au temps de la moisson ; il serait d'une grande importance que ces pigeons soient détruits, ou tout au moins renfermés, tant pendant les semailles qu'à la moisson. Les plaines, qui se trouvent entourées par les forêts, souffrent des dégâts considérables par la grande bête. Les cultivateurs osent espérer que Sa Majesté, sans rien diminuer à ses plaisirs, voudra bien y avoir égard.

Cette plaine est grevée de grosses dîmes envers les dames de la maison royale de Saint-Louis et Saint-Cyr, qui se perçoivent à la quatorzième gerbe de toute espèce de grains. C'est un impôt considérable pour les cultivateurs. Cet impôt ne produit rien à l'Etat et met le cultivateur souvent hors d'état de satisfaire aux impositions royales. Cette dîme, d'un produit très-considérable, n'est chargée envers le sieur curé que de 3 muids de blé et 2 muids d'avoine ; si cette dîme ne peut être prohibée dans son entier, qu'elle soit au moins réduite comme les autres plaines voisines, qui ne payent que 4 gerbes l'arpent.

Les terres de cette paroisse ayant été classées à 8 livres 15 sous l'arpent petite mesure, chargées de grosses dîmes, d'un fonds bien médiocre, exigeraient un second classement au-dessous.

Que la corvée soit supprimée, et que les chemins soient entretenus du produit d'un impôt général, qui soit sur tous citoyens sans distinction.

Qu'il en soit autant de la milice. Soit aussi supprimée, et que les soldats soient levés sur un fonds d'impôt destiné à cet effet.

Que les Etats généraux s'assemblent, lorsqu'il en sera besoin, pour le maintien du bon ordre, et que chacun ordonne et délibère par tête, non par ordre.

Que les impôts soient réunis en un seul, autant qu'il en sera possible, et que les trois ordres

soient contenus dans un seul rôle, et qu'un seul collecteur en fasse le recouvrement ; qu'ils soient répartis sur tous les biens, sans distinction de qualité et condition, quelles qu'elles soient ; toutes personnes étant sujets de Sa Majesté, chacun doit contribuer au besoin de l'Etat, selon sa capacité ; cela n'est point dégrader leurs titres ; au contraire, c'est en partageant avec la nation les impôts qui l'écrasent, qu'ils se distingueront autant par la noblesse de leurs sentiments qui, joints à leur grande dignité et leur haute naissance, leur attireront pour jamais l'amour et le respect des citoyens, qui les regarderont toujours comme les enfants chéris du trône et les fils aînés de la nation.

Que les aides soient totalement supprimées, autant qu'il en sera possible, attendu les vexations qui en résultent.

Qu'il en soit de même des gabelles. Il est possible que le prix en soit diminué et qu'on n'ait pas le droit de forcer les particuliers de lever à la grosse gabelle, contre leurs moyens.

Que les assemblées provinciales et municipales continuent d'avoir lieu.

Que les intendants soient supprimés ou qu'ils soient destitués dans leur pouvoir absolu. Que la répartition des impôts sur les biens ne soit plus à la discrétion des commissaires, attendu les erreurs qu'ils font journellement, dont plusieurs sont les victimes. Il serait à propos que ces répartitions se fassent par la municipalité et les habitants de chaque paroisse.

Qu'il soit donné facilité à la municipalité de présenter soit à Sa Majesté, soit aux assemblées provinciales, des mémoires et placets lorsqu'ils le jugeront à propos, sans courir aucun risque de la part de qui que ce soit.

Que toute municipalité soit autorisée à pouvoir vider tous différends et contestations qui arrivent très-souvent dans les campagnes, pour cause de délits entre particuliers, sans avoir recours à aucune procédure.

Que les frais de justice, qui ruinent les citoyens, soient diminués, et que la taxe en soit connue de tous citoyens.

Qu'il soit accordé un délai court à tous huissiers pour rendre compte des exploitations qu'ils auront faites, et que toutes charges d'huissier-priseur soient totalement abolies, et qu'il soit libre à chacun de choisir tel huissier qu'ils jugeront à propos.

Que tous droits de banalité soient entièrement supprimés ; ces espèces de droits sont tyranniques à tous citoyens.

Que tous droits seigneuriaux soient supprimés, s'il est possible, ou tout au moins modérés.

Que les banqueroutes cessent d'être tolérées, et qu'il soit permis à tout créancier de suivre le banqueroutier dans tel lieu qu'il puisse se réfugier.

Qu'il soit permis à tous citoyens de faire ôter les herbes qui croissent dans leurs grains, en tel temps qu'ils jugeront nécessaire, pour la conservation de leurs grains.

Qu'il soit permis à tous cultivateurs de faucher leurs herbes dans les temps qu'ils jugeront à propos, sans en demander aucune permission.

Le corbeau étant un oiseau dévastateur pour les semailles, il serait à propos que l'on accordât la permission des armes à feu pour les détruire.

Qu'après les récoltes faites, il soit permis à tous citoyens de mener paître leurs bestiaux par toutes les plaines, sans aucune distinction.

Comme aussi de faire les chaumes et de l'herbe, excepté les jeunes luzernes dans leur première année.

Le transport de blé dans l'étendue du royaume ne peut pas être prohibé ; les enfants d'un même père doivent partager un même pain ; mais l'exportation chez l'étranger devrait être strictement défendue.

Ce royaume, si abondant de cette manne si précieuse, ne devrait pas, pour la modicité d'une seule récolte, souffrir une disette aussi considérable que celle actuelle ; c'est exposer la France entière, en abandonnant le peuple à l'esprit de révolte, chose funeste dont on a vu les tristes exemples les années précédentes.

Jusqu'aux pieds du trône, il serait de la plus grande importance de prévenir de tels désordres, puisque le repos de l'État en dépend, et l'arrêt contre de tels attentats ne devrait ne pas être moins que de mort, n'importe de quel qualité et condition que puissent être leurs auteurs, comme traîtres à l'État et à la nation. Il est on ne peut pas plus ridicule de voir les pauvres privés de ramasser les bois morts et souches mortes, qui ne font aucun tort aux bois, comme les feuilles et bruyères dont ils sont privés de pouvoir ramasser, pour faire la litière à leurs bestiaux ; cesdits objets sont très-utiles, pour l'engrais des terres, en exceptant néanmoins les trois mois de rigueur pour la conservation des plaisirs de Sa Majesté.

Fait et arrêté par nous, soussignés, en l'assemblée tenue à cet effet, ce jourd'hui 16 avril 1789, dressé par nous, ce jourd'hui 16 avril 1789.